

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTERE DU TRAVAIL, ET DE LA
SECURITE SOCIALE

DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

DIRECTION DE LA GESTION DU PERSONNEL
CIVIL DE L'ETAT

90-989 du 28 NOVEMBRE 1990
MINISTÈRE DU TRAVAIL, ET DE LA SECURITE SOCIALE
INSTITUTION DE RECLASSEMENT ET NOMINATION DE
~~INSTITUTEUR PRINCIPAL~~ INKOUONI MPIO (Pascal Raymond),
Instituteur Principal de 4^e échelon des
cadres de la catégorie A hiérarchie II
des Services Sociaux (Enseignement)

LE PREMIER MINISTRE,

(/ISAS :

(/u la Constitution du 30 Juillet 1970,

(/u la loi n°15/12 du 3 Février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

D.G.P. (u le décret n°51/20 du 30 Janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories D, C, B, E (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

(/u le décret n°61/13 du 1er Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

(/u le décret n°62/195/FP du 5 Juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

(/u le décret n°62/17/FP du 5 Juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n°15/12 du 3 Février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

(/u le décret n°62/195/FP du 5 Juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

(/u le décret n°64/165 du 2 Mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

D.C.F. (u le décret n°67/50/DP-PP du 24 Février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconnaissances de carrière et reclassements notamment en son article 1er § 2 ;

(/u le décret n°74/470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n°62/195/FP du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

(/u le décret n°74/630 du 27 Décembre 1974 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

(/u le décret n°83/160 du 5 Mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

(/u le décret n°84/420 du 31 Juin 1985 portant réglementation financière, les reclassements, les révisions des situations administratives et les intégrations.

(/u le décret n°90/333 du 11 Septembre 1990 portant organisation des membres du Gouvernement ;

(/u le décret n°90/514 du 1 Septembre 1990 portant organisation des Intérimés des Membres du Gouvernement ;

(/u l'arrêté n°2007/PP du 21 Juin 1958 fixant la réglementation sur la solde des fonctionnaires ;

(/u l'arrêté n°912/MINSSJ/DGFI/DGPCE du 10 Avril 1987 autorisant certains fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au Concours Professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education (INSSED) de Brazzaville en tête NDENGUE (Rigobert) ;

(/u l'arrêté n°7340/MINSSJ/DGFI/DGPCE du 28 Décembre 1988 portant promotion à trois (3) ans au titre de l'année 1987 de certains Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en tête DAKAM (Albert) ;

(/u le décret 90/581 du 18 Octobre 1990 organisant l'intérim du Premier Ministre.

(/u les résultats du Concours d'Entrée à l'INSEED pour la formation des Inspecteurs de l'Enseignement Fondamental 1^e degré session de Mars 1986 ;

(/u la Lettre n°763,150.../DG/EPB du 13 Avril 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DÉCRET :

ARTICLE 1er : En application des dispositions du décret n°64-165 du 22.6.64 susvisé, Monsieur IKOUONI IKOUONI (Fiscal Raymond), Instituteur Principal de 4^e échelon indice 940 des cadres de la catégorie I hiérarchie III des Services Sociaux (Enseignement) en service à l'école (Section des plateaux), titulaire du Certificat d'Aptitude à l'Inspection de l'Enseignement Principal (CIEP) session 1983 par l'Université Marien NGAPPI à Brazzaville, est reclasse à la catégorie A hiérarchie I et nommé Inspecteur de l'Enseignement Principal de 3^e échelon indice 1010 Acc = Agent. /-

Il est arrêté que ce décret sera mis à la disposition de l'ensemble des autorités administratives et techniques, ce qui sera fait par l'intermédiaire du ministre chargé de l'enseignement primaire et secondaire.

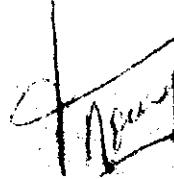
ARTICLE 2 : Le présent décret qui prendra effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 10 Octobre 1990, date officielle de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage et de la sévère, cinq mois au terme Juillet 1990 sera enregistré, publié au GORPC et communiqué partout où besoin sera. /-

Brazzaville, le 28 DECEMBRE
1990

Par Le Premier Ministre,
Par intérim

Le Ministre du Travail et de la
Sécurité Sociale

Jeanne DAMBADE


Pierre MOUSSA

AMPLIATIONS :

JORRÉ	1
DGFP/DGPC E	3
DGFP/DRFP	1
DGB	3
DCF	2
SGG/DC	2
MEFA/DPAF	3
DOSSIER	3
INTERESSÉ	1

